

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 20 juin 2019

Nos réf. : SAER-PER YM/AE19-25 **A**  
Vos réf. : Préfecture52-SCPPAT-BE du 14 mai 2019  
Affaire suivie par : Sandrine CLARISSE et Yves MESLARD  
sandrine.clarisse@developpement-durable.gouv.fr  
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 03 51 37 61 55 / 63 - Fax : 03 51 37 60 01

**Le Service aménagement, énergies renouvelables  
Pôle énergies renouvelables**

**au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)**

**Objet** : contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale

<b>Pétitionnaire</b>	<b>EOLE DES MUIDS (CALYCE DEVELOPPEMENT)</b>
<b>Commune - adresse</b>	<b>Montreuil-sur-Thonnance</b>
<b>Intitulé du projet</b>	<b>Parc éolien des Muids</b>

Suite à la saisine en date du 14 mai 2019, mise à disposition sur la plate-forme collaborative ANAE, j'ai procédé à l'examen du dossier en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, ainsi que les autres thèmes liés à l'énergie relevant de mon service.

En premier lieu, j'ai bien noté que le pétitionnaire présente un projet composé de 3 éoliennes de type Nordex N131 d'une puissance unitaire de 3,6 MW (soit au maximum 10,8 MW pour l'ensemble du parc) et d'une hauteur totale maximale de 150 mètres, ainsi que d'un poste de livraison.

**1) Autorisation d'exploiter énergie :**

Ce projet d'une puissance maximale inférieure à 50 MW ne nécessite pas une autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie. Le pétitionnaire ne l'a d'ailleurs pas sollicitée, le projet étant réputé autorisé.

**2) Autres thèmes « énergie » :**

**2.1 : Eloignement des éoliennes du réseau de transport d'électricité HTB**

Les éléments du dossier n'appellent pas de remarque de ma part dans la mesure où il n'existe pas de lignes de transport d'électricité HTB à proximité des éoliennes projetées.

**2.2 : Réseau électrique interne**

La réglementation sur les réseaux électriques a évolué. En effet, suite à la publication de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance dont l'article 59 a modifié l'article L.323-11 du code de l'énergie, et du décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018 qui a mis en cohérence l'article R.323-40, le réseau électrique interne, constitué de liaisons souterraines à 20 000 volts, n'est plus soumis à approbation (R.323-26 et R.323-27), ni aux dispositions des articles R.323-29 (inscription dans le SIG du gestionnaire de réseau) et R.323-30 (contrôle technique) et de leurs arrêtés d'application respectifs des 11 mars 2016 et 14 janvier 2013.

Un réseau privé, de cette nature, est désormais soumis aux dispositions de l'article R.323-40 du code de l'énergie, des autres articles qu'il vise, et des arrêtés d'application, notamment ceux du 17 mai 2001 (arrêté évoqué à l'article R.323-28) et du 25 février 2019 (modalités de contrôle).

Le dossier comporte de ce fait des éléments réglementaires obsolètes, dont certains sont abrogés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, tel que par exemple le décret n° 2011-1697 du 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Par conséquent et pour conclure, le pétitionnaire doit mettre à jour son dossier, en procédant ainsi :

a) Etude d'impact : au § IV.3.5.1.1, 2<sup>ème</sup> alinéa (page 184) et au § V.2.4, dans la remarque (page 193), supprimer les termes « l'approbation des travaux...du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et ».

b) Etude de dangers (page 32) :

\* au § III.3.3 :

- dans le 6<sup>ème</sup> alinéa, remplacer les articles R.323-23 et D.323-24 par l'article R.323-28 (il est suggéré de regrouper les 4<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> alinéas pour éviter les redondances),

- supprimer les 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, et 12<sup>ème</sup> alinéas ayant trait au contrôle technique et faire référence à l'article R.323-40 du code de l'énergie et à l'arrêté du 25 février 2019 relatif aux modalités du contrôle de conformité ;

\* § III.3.5 : supprimer le 1<sup>er</sup> alinéa et corriger le titre du § en conséquence.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 60 00 – fax : 03 51 37 60 01

1 rue du Parlement – BP 80 556

51022 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE cedex



### 2.3 : Réseau électrique externe

Concernant le réseau « externe », le pétitionnaire évoque une hypothèse de raccordement sur le poste source de Joinville (dossier administratif - page 22, étude d'impact - page 185, étude de dangers - pages 31/32), qu'il situe à 7 km du projet.

Je précise qu'il s'agit du poste le plus proche du projet, et que d'autres postes existent dans la zone d'étude du projet (Bayard, Brousseval, Froncles), mais en sont beaucoup plus éloignés (15 à 20 km environ à vol d'oiseau).

### 2.4 : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR)

Dans le dossier, le pétitionnaire évoque le S3REnR de Champagne-Ardenne. En particulier :

- il indique que le schéma a été publié en décembre 2012 et présente la carte des puissances réservées afférentes à celui-ci (étude d'impact - page 185) ;
- il qualifie le poste de Joinville de « futur » poste source programmé dans le S3REnR (étude de dangers - page 31) ;
- il indique que ce poste dispose d'une capacité disponible de 26,5 MW (dossier administratif - page 22, étude de dangers - page 31).

Ces éléments appellent de ma part les remarques suivantes :

- le schéma de 2012 ayant été révisé, le S3REnR de Champagne-Ardenne en vigueur est celui validé le 28 décembre 2015 par le préfet de région ;
- le poste de Joinville existait bien avant la validation du schéma (de 2012), et sa position est clairement établie ;
- aujourd'hui, la capacité restant à affecter aux EnR sur le poste de Joinville, ainsi que sur les autres postes cités au § 2.3 ci-dessus, est nulle (*source caparéseau*).

Le pétitionnaire veillera à corriger et actualiser son dossier en conséquence.

Il est par ailleurs rappelé :

- que dans la zone d'influence de ces postes, en particulier Joinville, quelques projets de parcs éoliens sont autorisés ou en cours d'instruction ;
- qu'au moment de la définition des modalités de raccordement par Enedis, qui interviendra après l'autorisation du parc éolien, les capacités restant à affecter seront susceptibles d'être inférieures si d'autres installations de production sont entrées dans la file d'attente, ou supérieures si des installations de production sont sorties de la file d'attente ou ne se sont pas concrétisées.

Je précise que le 17 décembre 2018, RTE a fait part au préfet de région de son intention d'engager la révision des S3REnR de Champagne-Ardenne, de Lorraine et d'Alsace à l'échelle de la région Grand Est. Il ne peut cependant être présagé aujourd'hui de la nature et de la localisation des ouvrages qui seront retenus dans le futur schéma.

### **Conclusion :**

#### **A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie**

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure.

#### **B) Autres thèmes « énergie »**

Pour le réseau électrique interne, le pétitionnaire doit modifier son dossier selon les indications détaillées dans la conclusion du § 2.2 du présent avis. Concernant le S3REnR, il devra modifier les éléments erronés ou obsolètes identifiés dans le § 2.4 du présent avis.

Les éléments conclusifs ci-dessus ne valent que si la consistance du projet actuellement présentée dans le dossier est maintenue lors de l'instruction.

En tout état de cause, dans le cas où le dossier devrait faire l'objet d'une instruction complémentaire dans le cadre de la recevabilité, le SAER de la DREAL devra être consulté sur la base du dossier complété, afin de pouvoir apporter des éléments actualisés sur les capacités réservées dans les postes sources par le S3REnR, dont le suivi -en particulier, la capacité restant à affecter- est assuré à tout instant par le SAER.

Le chef du pôle énergies renouvelables,



Gauthier BOUTINEAU